

Pour FO Énergie et Mines la traditionnelle présentation des vœux est aussi l'occasion d'aborder les sujets qui ont émaillé l'année écoulée et nous pouvons dire que les activités sociales et culturelles auront été l'objet de beaucoup de sollicitude de la part de certains avant le passage à la nouvelle année, bousculant ainsi la traditionnelle trêve « dite des confiseurs. »

Deux termes sont venus picoter notre sagacité, le premier concerne :

La Gouvernance : ce mot « gouvernance » nous vient du verbe latin « Gubernare » qui signifie « diriger un navire » et par allégorie « diriger des individus ou une institution ».

Ce mot caméléon a traversé les activités sociales et culturelles de la branche des IEG, depuis le premier rapport public thématique de la cour des comptes d'Avril 2007 qui indiquait la nécessité de réformer en profondeur les institutions sociales du personnel des industries électrique et gazière et le cadre juridique des activités dont elles assuraient la gestion. Ensuite, à travers les lettres BORLOO et BESSON, les partenaires sociaux ont été « invités » à engager une réflexion sur la gouvernance et le financement.

En effet, il existe des termes d'origine française que nous avons tout simplement négligés. D'autres cultures nous les avaient empruntés, et puis lentement, ils sont revenus au cours du XX^{ème} siècle dans notre vocabulaire. C'est le cas du mot gouvernance, certains l'ont accueilli et l'ont repris en fanfare, sans s'aviser qu'il nous revient, comme d'autres termes d'ailleurs, pour être assorti de sens qui ne nous ont jamais appartenus.

Pour FO Énergie et Mines sous son air débonnaire avec son vieux parfum de terroir, ce mot peut dissimuler tout un arsenal d'arrière-pensées.

Ce mot apparaît dans les années 1990 à 2000 pour faire passer en « douceur », le principe d'une privatisation rampante, notamment lorsque le mot « gouvernance » a commencé à s'appliquer aux relations entre les grandes entreprises de service public et les usagers.

Cette bonne « gouvernance » était présentée au prétexte de la modernisation, en opposition avec un esprit passéiste qui ne voudrait rien changer. C'est aussi une façon de faire entrer l'esprit du service privé et de la libre entreprise (la loi du marché) dans l'espace de l'état et des administrations ou des entreprises publiques. On se rappellera à cette occasion cette justification de nous faire entrer dans la « modernité » par le passage de nos entreprises d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial en Société Anonyme en 2004. Mais est-il bon de le rappeler ?

Le Financement : On peut dire sans se tromper que le terme finance aura également traversé l'année 2012, sans ménagement, avec la proposition des employeurs de financer les activités sociales par le biais de la masse salariale.

FO Énergie et Mines a réaffirmé, au travers de ses instances, son opposition à la remise en cause de l'article 47 de la loi de nationalisation et de l'article 25 du statut national garant du lien intergénérationnel actifs et pensionnés.

Pour FO Énergie et Mines le 1 %, qui est le salaire social différé, est le mode de financement actuel des activités sociales et doit être pérennisé.

La finance s'est immiscée également dans le champ des activités sociales jusqu'à laisser cette désagréable impression qu'il fallait écopier et encore écopier et que c'était l'unique but à atteindre et la justification de toutes les actions. La volonté de redresser la barre d'un navire qui avait quelques voies d'eau est certes louable mais pas au détriment de l'action sociale et de ses activités, destinées avant tout aux agents et à leurs familles.

Pour FO Énergie et Mines, l'année 2013 ne pourra pas être seulement conditionnée par la poursuite du comblement du déficit de la CCAS. Et si c'était le cas, l'Organisme prendrait le risque de perdre sa qualité de visionnaire social pour se cantonner dans un rôle de Commissaire aux comptes, calculs, estimations, voire divinations...et cela nous l'avons déjà écrit en 2011.

A titre d'exemple dans le domaine de la Protection sociale, la CSMR n'aura pas été « la plus grande avancée sociale de l'année » comme cela était écrit dans un CCAS INFO en 2011. C'est une remise en cause profonde du pouvoir d'achat des pensionnés, l'avancée en question étant financée par les pensionnés eux-mêmes.

A prestations égales et à revenus équivalents la cotisation est entre deux et trois fois plus élevée pour un pensionné malgré l'intervention du 1 %. A chaque fois les pensionnés paient : c'est la nouvelle avancée sociale qui est seulement réelle pour les très faibles revenus représentant 8% de la population exonérée de cotisation.

La diminution de l'intervention du 1 % dans le dispositif ne peut pas uniquement se résumer à un redressement financier.

En 2012, la CAMIEG n'aura pas rimé avec « bouchon de liège ». Par l'intermédiaire de notre « lettre ouverte » à son Directeur, FO Énergie et Mines aura porté l'ensemble du mécontentement des assurés sociaux dans le traitement de leurs dossiers .FO Énergie et Mines réaffirme son attachement au régime particulier de sécurité sociale de la branche des IEG, mais ne peut accepter une dégradation du service rendu aux assurés sociaux.

Au niveau de la structure professionnelle des organismes sociaux, le départ en cours d'année du Directeur Général Jean-Pierre CREMONA, la fonction assurée par Gérard LEMONNIER et la nouvelle désignation de Philippe GUILLOSSON comme Directeur Général est, pour FO Énergie et Mines, l'occasion de rappeler que les personnels qui œuvrent pour le bon fonctionnement des structures sociales à tous les échelons de la hiérarchie ont leur légitimité et que l'humain doit rester au centre de nos préoccupations.

Cette prise en compte, passe indiscutablement par une évidente exigence professionnelle compensée par le respect et la reconnaissance. A ce titre, la gestion ouvrière des ressources humaines doit être exemplaire.

FO Énergie et Mines présente ses MEILLEURS VŒUX A L'ENSEMBLE DES AGENTS ACTIFS ET RETRAITES, MEILLEURS VŒUX A L'ENSEMBLE DES PERSONNELS DES ORGANISMES SOCIAUX,

MEILLEURS VŒUX A TOUS LES ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS !